

Septembre 2022 – N°91

Point d'?

CONTEXTES FRAGILES



Salvador © Patricia Carron

Sommaire

L'engagement dans des contextes fragiles

Dans le monde de l'échange de personne, Eirene Suisse est connue pour sa longue expérience des contextes fragiles. Haïti ou la République Démocratique du Congo ne sont que deux exemples parmi tant d'autres où la situation déjà chaotique est susceptible de se dégrader rapidement. Au milieu des soulèvements populaires, des guerres de gang, de la corruption, des catastrophes naturelles pesant sur des sociétés vulnérables, nos volontaires sur le terrain ne connaissent pas le luxe d'observer tout ça d'une tour d'ivoire. Aux hélicoptères onusiens se substituent les minibus bondés.

La relation d'horizontalité au cœur de l'échange de personnes leur impose de vivre les choses de l'intérieur, les plus réjouissantes comme les plus difficiles. Admirables de résilience, décidé·e·s à mener à bien leur mission, les volontaires d'Eirene Suisse sont ainsi fréquemment soumi·e·s aux contraintes liées à la fragilité du contexte. Au même titre que leurs collègues et amis locaux, ils sont souvent forcé·e·s de « faire avec ». Avoir l'intelligence, aussi, de savoir se préserver, d'identifier le moment où le risque est trop grand.

Si leur passeport suisse leur garantit in fine une plus grande liberté, celui-ci n'est guère utile lorsque les rues sont soudainement prises d'assaut par une population en colère ou que toutes les communications sont coupées pendant des jours sur ordre du gouvernement. Quelques règles de base et beaucoup de bon sens sont nécessaires dans ces situations, mais cela ne suffit pas toujours. Il importe de garder la tête froide, gérer ses émotions et écouter son instinct. Après avoir grandi dans la sécurité helvétique, le contraste ne peut qu'être troublant.

L'engagement sans faille des volontaires malgré ces contextes compliqués permet de prendre la mesure de ce qui les anime. L'envie d'apporter leur pierre à l'édifice d'un monde plus juste est plus forte que les craintes qu'ils et elles nourrissent. Sans pour autant les aveugler, leur désir de mettre à profit leurs compétences pour une cause qui leur est chère l'emporte sur les peurs et les incertitudes. On ne saurait pourtant leur reprocher de parfois songer à baisser les bras, tant l'ampleur de la tâche et de ce qu'il reste à accomplir est étourdissante.

Une affectation dans un contexte fragile est un défi quotidien dont l'impact s'étend au-delà du temps passé sur le terrain. De retour en Suisse, on prend sans doute les petits tracas avec plus de philosophie. Les soucis journaliers sont ainsi mis en perspective avec l'expérience vécue. On mesure aussi l'importance et la fragilité de la stabilité politique, économique et sociale dans laquelle nous avons ici la chance de vivre. On se veut finalement volontiers ambassadeurs des populations les plus vulnérables, ayant vécu de l'intérieur un échantillon de ce à quoi elles font face.

__Gaëtan Bidaud__, ancien coordinateur local en Ouganda et actuel responsable des finances et de l'administration chez Eirene Suisse

Haïti

Vivre dans un pays à la dérive

Juillet 2018. Coup d'envoi de la finale de la coupe du monde de football. Je laisse mes amis devant le match et je file sur une moto avec mon chauffeur attitré Centilien. Atmosphère d'un dimanche, les rues sont calmes, les passants bien habillés. Carrefour Marassa, encore quelques kilomètres de bitume défoncé et de poussière et nous arrivons à la station de la Croix-des-Bouquets. Je cherche un mini-bus, ils sont tous partis, je me rabats sur un vieux tap-tap en négociant une place devant. Coincée sur le siège passager avec l'aide chauffeur, nous quittons les faubourgs de la capitale. Ils testent ma connaissance des mots créoles à double sens sexuel. Ils perdent, les rires fusent, le radiateur de la voiture, lui, fume. Quelques heures plus tard, je danse sous les étoiles au son des rythmes vaudous qui envoutent la ville sacrée de Saut d'Eau.

Quatre ans plus tard, je m'apprête à faire une longue route pour rejoindre le Cap Haïtien, afin de prendre un avion pour Port au Prince puis Paris. Même si j'habite à une heure trente de l'aéroport international. La route est devenue trop dangereuse. Le chaos et la peur ont envahis les rues. On compte les morts, quand les corps ne sont pas jetés aux cochons sur les ordures ou dans les latrines. On fait demi-tour ou on se couche par terre quand les rafales de tir résonnent. On s'appelle pour savoir : « tu es bien arrivé ? » - car chaque jour ils kidnappent, violent et assassinent.

Ils ont pour nom « 400 mawozos », « Chien méchant », « Cracher du feu » et leurs chefs s'appellent « Barbecue » ou encore « La mort 100 jours ». On pourrait se croire dans un jeu vidéo. Malheureusement ces gangs dont les noms prêtent à rire, dénombrés à plus d'une centaine, sont devenus des acteurs politiques illégaux incontournables et terrorisent le pays.

Depuis trois ans, nous vivons des situations exceptionnelles qui nous affectent professionnellement et personnellement. Le pays est à la dérive. Il n'y a plus de président, assassiné en juillet 2021, plus de parlement, l'appareil d'état est dysfonctionnel. La fragilité du contexte est multiple : économique, environnementale, politique, sécuritaire et sociétale. Le bureau de la coordination des affaires humanitaires annonce 4,9 millions de personnes en état d'insécurité alimentaire, soit la moitié de la population. La saison cyclonique vient de démarrer et les plaies laissées par le tremblement de terre du 14 août 2021 sont encore ouvertes. Les zones de non droit s'installent, remplaçant la vie qui s'y battait. Nous sommes dans la gestion de crises continues, crises chroniques, nous jonglons avec des projets et des bénéficiaires, baignant dans le nexus humanitaire - développement.

Il faut savoir écouter son instinct et s'adapter. Comprendre que quand la vie est survie et flirte chaque jour avec la misère, la solidarité n'est pas la première au rendez-vous. Il faut rire aussi. Même jaune. L'ironie, l'humour noir comme bouée de sauvetage. Il faut être un peu fou peut-être. Ou amoureux. Un amour écorché, à vif. Haïti vous ronge mais vous transporte en une fraction de seconde dans le vivant. Des émotions brutes, des bouffées d'adrénaline.

Tenir. Tenir pour nos partenaires, pour ses engagements, pour la population haïtienne avec qui je partage ma vie depuis dix ans. Redevabilité de l'aide. Redevabilité aux populations bénéficiaires. Assurer un travail de qualité, entre pénuries de carburants, black-out réguliers, faiblesse des réseaux de communications, absence de services publics. S'accommoder de son isolement. Parfois, dans le secret de l'ombre, je craque. Les larmes inondent mon visage. Je me demande ce que je fais là. Pourquoi je refais aujourd'hui ce que j'ai fait hier.

Alors par moment il faut savoir le quitter, ce pays. Sortir. Reprendre son souffle. Se recentrer. Et puis repartir, continuer à le bâtir ce monde coloré, équitable et égalitaire !

Sophie Paychère,
actuelle coordinatrice locale d'Eirene Suisse en Haïti



Réparation d'une route à Haïti © Sophie Paychère

Ouganda

Kampala : le covid-19, les émeutes et les bombes

Dans le pays considéré comme l'un des plus stables de l'Afrique de l'Est, il va sans dire que notre affectation et nos projets en Ouganda ont été bouleversés par un certain nombre d'évènements « exceptionnels ». A la (presque) veille de notre retour en Suisse, nous nous questionnions à savoir si ces épisodes étaient vraiment exceptionnels ou s'il s'agissait en fait de la réalité intrinsèque des engagements dans des contextes fragiles comme celui de Kampala.

En mars 2020, soit à peine plus d'un mois après l'arrivée d'Alice en Ouganda, le pays recensait le premier cas de covid-19 sur son territoire. Quelques jours plus tard, le gouvernement prenait des mesures strictes, notamment la fermeture de l'aéroport d'Entebbe, afin d'éviter une catastrophe épidémique. Alice a alors eu uniquement quelques jours pour décider s'il était sage ou non de rester en Ouganda alors que le pays, comme le reste du monde d'ailleurs, était dans l'incertitude la plus complète concernant ce virus, son ampleur et sa gravité. Après de longues discussions avec la Suisse et quelques moments de stress, elle fit le choix de rester pour finalement ne jamais le regretter, et ceci malgré la fermeture de l'unique aéroport international du pays pendant sept mois.

Au mois de novembre 2020, des émeutes en lien avec l'arrestation de Bobi Wine, principal opposant au pouvoir, ont éclaté à quelques centaines de mètres des bureaux de l'organisation partenaire dans laquelle nous travaillons (Rémi ayant rejoint Alice en octobre 2020 lors de la réouverture de l'aéroport). Les balles du gouvernement sifflaient juste au-dessus de la rue adjacente à la nôtre. Nous sommes rentrés chez nous tant bien que mal, au milieu des barrages de pneus qui finissaient de brûler, avant de nous cloîtrer chez nous pour les jours suivants. Les émeutes (et leur répression) ont fait plus de cinquante morts à Kampala.

Lors des élections du mois de janvier 2021, l'armée a quadrillé chaque rue de la capitale afin d'y faire régner l'ordre. Des tireurs d'élite étaient postés sur un immeuble abandonné juste en face de chez nous. De plus, internet a été entièrement bloqué pendant la semaine des élections, nous coupant complètement du reste du monde. Comme nos collègues, nous avons fait des réserves de guerre et nous nous sommes à nouveau cloîtrés chez nous durant plusieurs jours.

Puis, l'un des plus gros bailleurs de notre organisation partenaire a vu ses fonds (et donc ses activités) en Ouganda se faire geler avec effet immédiat par le gouvernement ougandais qui l'accusait de financer des activités « subversives ». En conséquence, 40 postes de travail représentant 20% des effectifs de l'organisation étaient menacés. Notre organisation a dû rapidement trouver des solutions avec d'autres bailleurs afin de pouvoir continuer à soutenir ses bénéficiaires.



Kampala - Ouganda © Alice Horner

Il y a à peine quelques jours, plusieurs attentats à la bombe revendiqués par l'État islamique via les Forces démocratiques alliées (ADF) ont éclaté à Kampala, faisant plusieurs morts et semant le trouble et la peur au sein de la population. Depuis la mi-novembre, il ne se passe pas un seul jour sans une alerte pour colis suspect dans la capitale.

Dans toutes ces situations, notre organisation partenaire a su rester humaine, flexible et pragmatique afin de trouver des solutions et continuer à fournir des services à ses bénéficiaires tout en garantissant leur sécurité ainsi que celle de ses employés. Le télétravail a par exemple été instauré, bien que certains de nos collègues ne soient pas équipés d'ordinateur portable. L'application Zoom a fait son apparition et un système de suivi des bénéficiaires en ligne a pu être mis en place par nos collègues informaticiens.

Sur le plan personnel, il a fallu plus d'une fois prendre des décisions importantes en lien avec notre sécurité. Le contexte ougandais est fragile et inhabituel pour nous autres Suisses. Cependant, grâce au réseau que l'on se crée rapidement sur place, on augmente rapidement notre résilience et notre faculté à prendre les bonnes décisions. Reste à savoir comment le pays évoluera le jour où le président Museveni, en place depuis 1986, quittera le pouvoir…

Alice Horner *et* ***Rémi Savary****,*
anciens volontaires Eirene Suisse en Ouganda

Salvador

Le travail d'inclusion durant un état d'urgence



Salvador - Los Angelitos © Patricia Carron

Le 27 mars dernier, le président Nayib Bukele et son gouvernement déclarait l'état d'urgence, face à une vague d'homicide sur le territoire national, attribuée aux Maras (Gangs du Salvador), renouvelé mensuellement jusqu'à ce jour. Alors qu'une partie de la population applaudit les mesures du gouvernement, l'autre vit dans l'angoisse et la peur. Sous ce régime, les droits constitutionnels des Salvadoriens sont restreints (arrestations sans mandat, restriction de réunion, inviolabilité de la correspondance et des communications). La durée de la détention administrative est quant à elle passée de 72h à 30 jours. Une semaine plus tard, une réforme était approuvée, augmentant la peine carcérale de 9 ans à 45 ans pour toute appartenance à une structure criminelle et permettant que les enfants à partir de 12 ans écopent de peines pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison.

Depuis fin mars, le pays s'est converti en scène de chasse aux Maras. Le nombre de détenus s'élève aujourd'hui à 48'000 et la construction d'un méga centre pénitentiaire a débuté. A ces chiffres viennent également s'ajouter la mort d'au moins 58 détenus et des centaines de plaintes de détention arbitraire, réalisées par des familles démunies.

Les personnes arrêtées font partie des individus ciblés en tant que criminel, selon les critères des autorités. Cela peut être parce qu'elles sont tatouées, parce qu'elles ont été accusées par un tiers d'avoir des liens avec un gang, parce qu'un de leurs proches appartient à un gang, parce qu'elles ont un casier judiciaire, ou tout simplement parce qu'elles vivent dans un quartier contrôlé par un gang, « ces secteurs étant précisément des zones présentant un haut niveau de marginalisation et abandonnées de longue date par l'État », selon Amnesty International.

En effet, les jeunes Salvadoriens ont historiquement été exposés à une série de stigmats sociaux, selon leur lieu de vie et leur niveau de pauvreté. À l'heure actuelle, depuis la mise en place de l'état d'urgence, être un enfant ou un·e jeune en situation de pauvreté est devenu synonyme de danger. Les jeunes en situation de handicap n'échappent guère à cette réalité.

Diverses associations œuvrant dans le domaine du handicap, dont Los Angelitos avec laquelle je collabore depuis 2 ans et demi, ont fait entendre leurs préoccupations face à cette situation. A travers différents communiqués de presse, les organisations dénoncent des violations de droits humains, tels que les arrestations arbitraires, les abus et menaces qui se sont produits durant les derniers mois envers les personnes en situation de handicap. Elles critiquent également la passivité du CONAIPD (Conseil National en faveur des personnes handicapées), organe gouvernemental sensé défendre cette population, mais qui reste muet durant cette crise. L'absence de protocole et le manque de connaissance des forces de l'ordre face au handicap ont comme conséquence la détention de 13 personnes en situation de handicap, dans des conditions totalement inadaptées à leurs problématiques et sans possibilité de poursuivre leur éventuel traitement thérapeutique et/ou médical.

Un des jeunes de l'association, vivant dans une zone à risque, a manqué de peu de se faire arrêter. En dernier recours, sa maman eut l'idée de leur montrer un T-shirt de l'association (avec différentes phrases allusives à l'inclusion et symboles du handicap) qui par « chance », a été considéré comme une preuve suffisante de son handicap. Suite à cet épisode, notamment, l'association a réalisé un carnet d'identité pour chaque bénéficiaire, afin de pouvoir prouver son handicap.

La situation actuelle péjore le travail de l'association et d'autant plus les processus d'inclusion et d'autodétermination des jeunes en situation de handicap que visent le projet pour lequel je suis engagée. Pour l'instant, l'incertitude est totale quant à la levée de ces mesures.

Marine Senderos,
volontaire d'Eirene Suisse au Salvador

Eirene Suisse reçoit une contribution de cofinancement de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) au travers d'Unité pour son programme quadriennal 2021-2024.

Journal adressé aux sympathisant·e·s de l'Association Eirene Suisse



Correspondance :
Rue des Côtes-de-Montbenon 28
1003 Lausanne
Tél. : 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch /
info@eirenesuisse.ch

Versements :
Association Eirene Suisse
1200 Genève
CCP : 23-5046-2
SWIFT/BIC : POFICHBEXXX
IBAN : CH93 0900 0000 2300 5046 2

Rédaction : A. Horner, G. Bidaud, M. Senderos et S. Paychère

Relecture : P. Carron et B. Morard

Mise en pages : G. Bidaud

imprimé en suisse

Imprimerie afiro
Chemin de Champ-Colomb 10
1024 Ecublens
021 637 24 00
imprimerie@afiro.ch
www.afiro.ch